

LES VOIES DE RECOURS ORDINAIRES

La procédure prend fin lors de la décision prise par la juridiction sur la culpabilité ou non-culpabilité du prévenu ou de l'accusé. Cette décision peut néanmoins faire l'objet de critique par le biais des voies de recours. Les voies de recours sont les moyens mis à la disposition des justiciables pour obtenir un nouvel examen de leur affaire ou faire vérifier la régularité d'une décision. Elle est une garantie contre les risques d'erreur ou d'injustice.

Deux distinctions peuvent être faite entre les voies de recours.

La première est la distinction des voies de recours en réformation et en rétractation . Les voies de recours en réformation ont pour objet de faire procéder à un second examen de l'affaire par une juridiction ordinaire supérieure à celle dont la décision est attaquée (l'appel et le pourvoi en cassation).

Les voies de recours en rétractation assurent que le second examen de l'affaire est porté devant la même juridiction que celle qui a rendu la décision attaquée(l'opposition et la demande en révision).

La seconde est la distinction voies de recours ordinaires et extraordinaires. Les voies de recours ordinaires garantissent un nouvel examen complet de l'affaire, sans ses aspects de droit comme de fait : appel et opposition. Les voies de recours extraordinaires ont vocation à juger la régularité de la décision attaquée : pourvoi en cassation.

Quelle sont donc les différents recours ordinaires?

I- L'opposition (voie de rétractation)

L'opposition est la voie de recours contre les jugements ou arrêts rendus par défaut en matière correctionnelle et de police. En matière criminelle, si l'accusé ne comparaît pas s'ouvre la procédure de défaut criminel de l'accusé absent. Ce n'est pas une voie de recours, c'est un réexamen systématique de l'affaire après arrestation du condamné.

A- Les conditions de l'opposition

1- Les conditions de fond

L'opposition est ouverte contre une décision rendue par défaut.

En matière correctionnelle ou de police, devant le tribunal correctionnel, le tribunal de police ou la chambre des appels correctionnels, deux situations doivent être envisagé selon que l'opposition est formée par le prévenu, la partie civile ou le civilement responsable.

Le prévenu ne peut former opposition que dans 2 hypothèses: lorsqu'il a été cité à personne et n'a pas comparu, si le tribunal a accepté ses excuses (dans cette hypothèse , en pratique , le tribunal renvoie le plus souvent à une autre audience) et lorsqu'il n'a pas été cité à personne et n'a pas eu connaissance effective de la citation.

La partie civile ou le civilement responsable peuvent former opposition lorsqu'ils ont été régulièrement cités mais n'ont pas comparu ou n'ont pas été représenté.

Contre un arrêt de la chambre criminelle de la Cour de cassation, seule le défendeur au pourvoi auquel le le demandeur n'a pas notifié son recours par LR avec AR dans le délai de 3 jours peu faire opposition.

Lorsque la décision par défaut a été rendu par une juridiction du premier degré, le demandeur bénéficie d'un droit d'option entre l'opposition et l'appel, le choix de cette dernière étant irrévocable. L'opposant doit justifier d'un intérêt à agir.

2- Les conditions de forme

Le CPP n'impose pas de forme particulière à l'acte d'opposition. Selon l'art.490 CPP, l'opposition doit être « portée à la connaissance » du ministère public.

En matière correctionnelle et de police, le prévenu doit former opposition lui-même. Il ne peut pas être représenté, même par un avocat muni d'un mandat spécial.

S'il est détenu, le prévenu peut former opposition par déclaration au chef de l'établissement pénitentiaire.

La partie civile peut former opposition par l'intermédiaire de son avocat.

Contre un arrêt de la chambre criminelle de la Cour de cassation, l'opposition est formée par déclaration au greffe de la juridiction qui a rendu la décision par défaut.

En matière correctionnelle ou de police, les personnes pouvant former opposition, doivent le faire dans le délai de 10 jours si l'opposant réside en France métropolitaine et d'un mois s'il réside en dehors.

Cependant en matière de police et lorsqu'il a été statué selon la procédure simplifiée, le ministère public peut former opposition dans le délai de 10 jours de l'ordonnance, le prévenu pouvant à son tour, si le ministère public n'est pas opposant, former opposition dans le délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de la LR avec AR lui notifiant l'ordonnance.

Le point de départ du délai diffère selon que l'opposant est prévenu ou partie civile ou civilement responsable. Si l'opposant est prévenu, le point de départ est soit la date de signification de la décision rendue par défaut, soit, s'il n'a pas eu connaissance du jugement qui le condamne, pendant toute la durée de la prescription de la peine (2 an en matière contraventionnelle et 5 ans en matière délictuelle), le délai de droit commun de 10 jours ou un mois

commençant à courir du jour où, dans le délai de prescription de la peine, il prend connaissance de la décision. Si l'opposant est partie civile ou civilement responsable, le point de départ du délai est la date de signification de la décision rendue par défaut. L'opposition contre un arrêt de la chambre criminelle de la Cour de cassation doit être formée dans un délai de 5 jours à compter de la signification de l'arrêt.

B- Les effets de l'opposition

1- L'opposition du prévenu anéantit la décision

La décision frappée d'opposition est anéantie, au pénal comme au civil. Mais le prévenu peut limiter son opposition aux dispositions civiles du jugement. En cas de relaxe, l'appel est ouvert au ministère public et à la partie civile. L'opposition par une partie rend l'appel de celle-ci irrecevable (de même que l'appel d'une partie rend son opposition irrecevable).

2- L'opposition entraîne notification ou citation

Si l'opposant ne comparaît pas à la date fixée par notification verbale, ou s'il y a nouvelle citation à personne (itératif défaut), l'opposition est non avenue; il y a débouté d'opposition, qui rend sa valeur à la première décision : le condamné peut seulement utiliser appel et pourvoi en cassation.

Cependant, en cas d'emprisonnement sans sursis, le tribunal peut ordonner le renvoi et faire rechercher l'opposant. Si les recherches sont infructueuses, le tribunal déclare l'opposition non avenue, sans nouveau renvoi. Il en est de même si l'opposant mis en demeure ne comparaît pas.

Si les circonstances le justifient, il peut, par décision motivée, modifier le jugement, sans aggraver la peine.

Si l'opposant n'a pas été averti et ne comparaît pas, la juridiction doit rendre une décision par défaut, susceptible d'opposition .

Si l'opposant comparaît, l'affaire est de nouveau examinée, la juridiction pouvant rendre une décision différente de la première, dans le sens de l'aggravation ou de l'atténuation, pour l'action publique comme pour l'action civile.

Il y a toutefois 3 limites à ce pouvoir : le cas prévu par l'art 494-1: le tribunal peut, par décision spécialement motivée modifier le jugement frappé d'opposition sans possibilité d'aggravation de la peine; le cas du mandat d'arrêt décerné par le tribunal : le mandat continue de produire ses effets, même si la peine est réduite; le cas où une provision a été accordée à la victime.

II- L'appel

L'appel est une voie de recours ordinaire et de réformation contre un jugement rendu en premier ressort (pour l'appel contre les ordonnances du juge d'instruction ou du JLD).

A- Les conditions de l'appel

1- Les conditions de fond de l'appel

En *matière criminelle*, la faculté d'interjeter appel d'un arrêt de condamnation appartient à l'accusé, au ministère public, à la personne civilement responsable (quant à ses intérêts civils), à la partie civile (quant à ses intérêts civils), en cas d'appel du MP, aux administrations publiques (quand elles ont exercé l'action publique).

La loi « présomption d'innocence » du 15 juin 2000 n'avait ouvert l'appel que contre les arrêts de condamnation, excluant les arrêts d'acquiescement. L'égalité des armes entre les parties au procès criminel n'était donc pas respectée. La loi du 4 mars 2002 permet au procureur d'interjeter appel d'un arrêt d'acquiescement.

En *matière correctionnelle*, la faculté d'appeler appartient au prévenu, à la personne civilement responsable et à la partie civile (quant à leurs intérêts civils), au procureur de la République, au procureur général près la cour d'appel, aux administrations publiques (dans le cas où elles ont exercé l'action publique).

En *matière contraventionnelle* et sur l'action publique, la faculté d'appeler appartient au prévenu, au procureur de la république, au procureur général près la cour d'appel, à l'officier du MP près le tribunal de police ou la juridiction de proximité et à la personne civilement responsable.

L'appel leur est ouvert que dans 2 hypothèses : quand l'amende encourue est celle prévue pour les contraventions de la 5e classe (1500€),ou quand la peine prononcée est soit la suspension du permis de conduire pour une durée de 3 ans au plus, soit une peine supérieure au maximum de l'amende encourue pour les contraventions de la 2e classe (150€)

Sur l'action civile, l'appel peut être interjeté par le prévenu, la personne civilement responsable et la partie civile.

2- Les conditions de forme de l'appel

En la forme, l'acte d'appel est le même en matière de police, correctionnelle et criminelle.

La déclaration d'appel est faite au greffe de la juridiction dont la décision est attaquée. Elle est signée par le greffier, l'appelant, son avocat, son avoué ou son fondé de pouvoir spécial.

Si l'appelant est détenu il peut faire appel par déclaration au chef de l'établissement pénitentiaire.

Le délai d'appel est le même que l'on soit en matière contraventionnelle, correctionnelle ou criminelle : en principe

il est de 10 jours à compter du prononcé de la décision attaquée, 2 mois pour le procureur général près la cour d'appel. Les autres parties peuvent interjeter appel (appel « incident »), avec un délai supplémentaire de 5 jours.

La juridiction compétente pour juger l'appel en matière criminelle est la chambre des appels correctionnels de la cour d'appel lorsqu'aucun appel n'est formé sur l'action publique et une cour d'assises statuant en appel lorsqu'un appel au moins est interjeté sur l'action publique, avec ou sans appel formé sur les intérêts civils.

La chambre des appels correctionnels de la CA est compétente pour juger des appels interjetés en matière correctionnelle. Cette chambre obéit presque aux mêmes règles de fonctionnement que le trib. Correctionnel : un conseiller de la chambre fait son rapport, les témoins cités par le prévenu sont entendus mais le MP peut s'opposer à leur audition s'ils ont déjà été auditionné par le tribunal, les parties prennent la parole (d'abord l'appelant ou son représentant pour indiquer sommairement les motifs de l'appel, la partie civile, le MP et s'il y a lieu le civilement responsable et le prévenu ou son avocat doivent avoir la parole en dernier).

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 9 mars 2004, la chambre des appels correctionnels réunie dans sa formation collégiale de droit commun ne connaît plus des appels interjetés en matière contraventionnelle. L'appel des jugements du tribunal de police ou de la juridiction de proximité est porté devant la chambre des appels correctionnels siégeant à juge unique, composée de son seul président.

B- Les effets de l'appel

1- L'effet suspensif

En principe l'appel a un effet suspensif sur l'exécution de la décision rendue en premier ressort, sous réserve des dispositions que la juridiction statuant en premier ressort peut prendre relativement à l'action publique ou à l'action civile. Il y aura exécution immédiate pour la partie civile (quand le versement provisoire des dommages intérêts ou d'une provision est ordonné, exécution provisoire peut être arrêtée par le 1^{er} président en référé), pour le contrôle judiciaire (en cas de convocation par le procès-verbal ou de comparution immédiate), ...

2- L'effet dévolutif

En vertu de l'appel dévolutif de l'appel, la juridiction d'appel réexamine l'affaire, prise dans son entier litige, en droit et en fait. Ce caractère doit en réalité être quelque peu nuancé par l'étendue de l'appel, suivant que les appelants ont formé leur recours sur l'action publique et/ou civile, et par le principe de la prohibition de la *reformatio in pejus* (en vertu duquel la juridiction d'appel ne peut pas aggraver le sort de l'appelant). Un appel ne peut donc pas nuire à celui qui l'a interjeté. La chambre criminelle de la Cour de cassation, en vertu de la Convention européenne des droits de l'Homme, du CPP et du code pénal (art.132-19), a dû rappeler que « l'exercice [du droit d'appel] ne saurait constituer un motif d'aggravation de la peine prononcée par les premiers juges ». D'où l'intérêt de l'appel incident qui donne l'effet pleinement dévolutif de l'appel...

Aux termes de l'article 520 CPP, si la chambre des appels correctionnels annule le jugement rendu en premier ressort pour violation ou omission non réparée de formes prescrites par la loi à peine de nullité, la cour doit évoquer et statuer au fond sur le litige dans son entier.

L'évocation est obligatoire en matière pénale alors qu'elle est facultative en matière civile. Elle ne joue pas en cas d'appel des décisions de cour d'assises.

Ce pouvoir d'évocation heurte la portée de l'effet dévolutif de l'appel puisque la chambre des appels correctionnels statue sur le litige dans son entier, au delà le cas échéant des seules dispositions de jugement pour lesquelles l'appel a été interjeté. Il peut également heurter le principe du droit à un double degré de juridiction dans la mesure où la chambre des appels correctionnels viendrait trancher le litige sous un angle qui n'aurait pas été abordé en premier ressort.